



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

FACE A L'OFFENSIVE LIBÉRALE DE MACRON ET DU PATRONAT,

TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION

LE 9 OCTOBRE

POUR GAGNER LE PROGRES SOCIAL

La mission confiée par le patronat, les grands groupes, les marchés financiers et l'Union Européenne, de détruire l'ensemble des conquies sociaux dans notre pays, est remplie avec zèle par le Président de la République et son gouvernement.

C'est au pied de la lettre qu'ils appliquent, avec soin, le cahier revendicatif d'un patronat revancharde, qui n'a jamais admis les conquies sociaux qu'il a été obligé de concéder sous la pression des luttes des salarié-es au fil de notre histoire. C'est dans cette logique que Macron et son gouvernement ont multiplié les mesures aggravant le chômage et la précarité, appauvrissant l'ensemble des salarié-es et des retraité-es pour enrichir une minorité de privilégiés dont les fortunes colossales ne cessent de croître sur le dos de la majorité de la population.

Et Macron et son gouvernement entendent aller encore plus loin comme l'attestent les mesures annoncées :

- Remise en cause du système d'indemnisation du chômage, attaque contre les minimas sociaux et les aides sociales comme les APL ou le RSA, sur fond de culpabilisation des populations les plus en difficulté.
- Remise en cause du droit à l'avenir de la jeunesse par la sélection accrue à l'accès à l'enseignement supérieur, conduisant des milliers de jeunes sans affectation ou dans des affectations par défaut, suite à la mise en place de Parcoursup, et la multitude de réformes engagées (lycée, collège, voie professionnelle, etc.).
- Accélération des suppressions de postes de fonctionnaires (finances publiques, jeunesse et sports, Education nationale, Ministère du Travail, etc.), des privatisations des missions de service public, notamment dans le cadre de CAP 2022.
- Poursuite du saccage de l'emploi, de la désindustrialisation, malgré une hausse du CICE.
- Poursuite de la destruction de notre système de santé publique, du démantèlement de toute notre sécurité sociale.
- Destruction de notre système de retraite par la mise en place d'un régime par points et des comptes notionnels, accompagnés d'une incitation à la capitalisation, aux fonds de pensions, avec l'objectif de faire baisser les pensions d'au moins 25%.

Et c'est à grands renforts de cynisme et de mensonge qu'ils osent présenter, sans sourciller, ces mesures rétrogrades et mortifères, comme des avancées !

Ainsi, alors qu'ils nous font tout un cinéma sur le plan pauvreté, qui n'est que de la poudre aux yeux, sans moyens, qui s'oppose à l'urgence d'augmenter les salaires, retraites et minima sociaux, de mettre en œuvre une véritable politique de développement de l'emploi stable et qualifié, à temps plein, dans le privé et le public, ils multiplient les mesures qui aggravent la précarité et la misère.

C'est avec le même cynisme qu'ils expliquent que notre système de santé ne souffre pas d'un manque de moyens, mais d'un problème d'organisation dans le cadre du Plan Santé.

Les nombreuses luttes dans les établissements de santé avec les usagers, contre les fermetures de lits et de

services, la galère et le racket subis par les patients pour accéder aux soins attestent au contraire de la nécessité des moyens à consacrer pour développer un système de santé et d'action sociale qui réponde véritablement aux besoins des populations.



Et que dire du prélèvement à la source des impôts sur le revenu, qui va se traduire par des situations dramatiques pour les salarié-es surimposés, régularisés bien plus tard, dont la situation familiale et le patrimoine seront livrés à la connaissance de leur employeur, avec un système que les suppressions massives d'emplois dans les finances publiques, les fermetures de trésoreries, vont placer les agents des impôts dans l'incapacité de faire fonctionner correctement.

Malgré tout l'enfumage sur ces mesures, le sempiternel discours du patronat et du gouvernement sur l'absence d'argent en France, l'escroquerie de la dette empêchant tout investissement, les richesses créées par le travail

n'ont jamais été aussi importantes dans notre pays qui est le 3^{ème} pays, au niveau mondial, du versement de dividendes.

NOUS SOMMES EN REALITE, TOUTES ET TOUS CONFRONTES A DES CHOIX POLITIQUES, A DES CHOIX DE SOCIETE.

Ou on consacre les richesses créées par le travail, l'argent public au service de l'intérêt général, de l'élévation des conditions de travail et de vie des salarié-es, de la population, ou on répond exclusivement aux exigences d'une minorité dont la soif de profits est sans limite.

IL N'Y A AUCUNE FATALITE A CONTINUER A SUBIR CETTE REGRESSION SOCIALE GENERALISEE.

Comme dans d'autres périodes de notre histoire, la mobilisation massive, unie, solidaire et déterminée des salarié-es, des retraité-es et privé-es d'emploi, de la jeunesse permettra de stopper Macron et le patronat, et de reconquérir le progrès social.

C'est par le développement des luttes revendicatives sur chaque lieu de travail et de vie, leur mise en convergence que nous mettrons, toutes et tous ensemble, le rapport de forces au niveau nécessaire pour gagner :

- ✓ *l'arrêt de la casse de l'emploi dans le privé comme dans le public, par les délocalisations et fermetures d'entreprises et les suppressions de postes statutaires dans la fonction publique.*
- ✓ *La réindustrialisation du Cher par la relocalisation des productions, l'investissement dans la recherche et l'innovation en s'appuyant sur les atouts et savoir-faire des salarié-es du département.*
- ✓ *La reconquête de véritables services publics de proximité.*
- ✓ *Le renforcement d'une protection sociale solidaire qui réponde à l'ensemble des besoins de la population financée par les richesses issues du travail à travers les cotisations sociales (salaire socialisé), pour une couverture des risques à 100%.*
- ✓ *Des salaires à la hauteur des qualifications reconnues avec un salaire minimum à l'embauche de 2000€ brut, ce qui correspond à une augmentation de 300 à 400 € net, besoin exprimé par les salarié-es.*
- ✓ *Une augmentation des pensions sur le même niveau d'un minimum de 2000€ avec un départ à 55 ans.*
- ✓ *Une diminution du temps de travail à 32 heures sur la base d'un salaire minimum de 2000€.*
- ✓ *Une sixième semaine de congés payés.*
- ✓ *L'abrogation des ordonnances Macron.*
- ✓ *L'abrogation des lois Travail, Macron, Rebsamen, Santé, NOTRe, ORE et de toutes les lois régressives.*



L'UNION DEPARTEMENTALE CGT DU CHER, DANS L'UNITE LA PLUS LARGE,

APPELLE TOUS LES SALARIE·ES, ACTIFS·VES, PRIVE·ES D'EMPLOI, RETRAITE·ES, LA JEUNESSE

A SE MOBILISER SOUS TOUTES LES FORMES, A FAIRE GREVE, A DEBRAYER ET A PARTICIPER

AUX INITIATIVES DANS LES LOCALITES ET A MANIFESTER LE 9 OCTOBRE 2018 :

- **BOURGES** **10 H 00** ➡ Place Séraucourt
- **VIERZON** **10 H 00** ➡ Place du Cirque Amédée
- **ST FLORENT** **10 H 30** ➡ Place de la République
- **ST AMAND** **10 H 30** ➡ Place de la République
- **LA GUERCHE** **10 H 00** ➡ Place Séraucourt à **BOURGES**

L'Union Départementale CGT du Cher appelle tous les salarié-es, retraité-es, privé-es d'emploi, la jeunesse à mettre en débat et décider de la poursuite et de la forme de l'action pour créer les conditions d'une généralisation des luttes capables d'imposer d'autres choix.